

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/371

G/SCM/W/381

23 avril 1996

(96-1522)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: espagnol

QUESTIONS POSEES PAR LE VENEZUELA CONCERNANT LA NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEE PAR LA BARBADE¹ AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente du Venezuela a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 16 avril 1996.

Questions posées par le Venezuela concernant la loi de la barbade relative aux mesures antidumping et compensatoires

Le Venezuela souhaite poser les questions suivantes concernant la loi relative aux mesures antidumping et compensatoires notifiée par la Barbade sous la cote G/ADP/N/1/BRB/1-G/SCM/N/1/BRB/1 en date du 30 octobre 1995.

1. GENERALITES

- a) La délégation de la Barbade pourrait-elle confirmer que l'Accord de Marrakech ainsi que les accords qui en font partie, notamment l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI (Accord antidumping) et l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC) font partie du droit interne de la Barbade?
- b) Quel est le statut de l'Accord antidumping et de l'Accord SMC dans le droit interne de la Barbade, en particulier par rapport aux lois relatives aux mesures antidumping et compensatoires adoptées avant la signature de ces accords et aux lois qui pourraient l'être par la suite?
- c) Comment s'appliquent l'Accord antidumping et l'Accord SMC et comment sont-ils incorporés dans la législation de la Barbade?
- d) Est-il prévu d'adopter de nouvelles lois internes dans le domaine des mesures antidumping et compensatoires pour mettre en oeuvre l'Accord antidumping et l'Accord SMC? Dans l'affirmative, quel statut auront les nouvelles lois par rapport à ces accords ou à d'autres lois en vigueur en la matière?

¹G/ADP/N/1/BRB/1-G/SCM/N/1/BRB/1.

2. DISPOSITIONS DE FOND DE LA LOI RELATIVE AUX MESURES ANTIDUMPING ET COMPENSATOIRES NOTIFIEE PAR LA BARBADE

2.1 Produits similaires, branche de production nationale, éléments du dommage, critères de minimis, etc.

a) Observations

La loi de la Barbade relative aux mesures antidumping et compensatoires ne semble pas conforme aux accords pertinents de l'OMC, dans la mesure où elle ne contient pas de dispositions concernant plusieurs aspects, notamment les suivants: produits similaires, branche de production nationale des produits similaires, critères permettant de déterminer le dommage ou la menace de dommage, critères *de minimis* et ouverture d'une enquête.

Questions

La délégation de la Barbade pourrait-elle préciser si les autorités chargées de l'enquête en matière de droits antidumping et compensateurs prennent en compte ces aspects? Existe-t-il un instrument juridique additionnel prenant en compte ces aspects ou est-il prévu d'en adopter un? Ces aspects sont-ils examinés à la lumière de l'Accord antidumping et de l'Accord SMC?

2.2 Autorités compétentes

a) Observations

La loi de la Barbade relative aux mesures antidumping et compensatoires accorde une grande latitude aux autorités chargées d'enquêter et de statuer, notamment aux articles 4.3) a), 8.3) et 9.3) (... lorsque le Ministre le juge nécessaire, utile ou approprié ...).

Questions

La délégation de la Barbade pourrait-elle préciser s'il existe actuellement une loi additionnelle en la matière établissant des critères objectifs et clairs qui limitent les attributions des autorités chargées d'enquêter et de statuer ou s'il est prévu d'adopter une telle loi? Les autorités chargées de l'enquête se fondent-elles sur les critères objectifs définis par l'Accord antidumping et l'Accord SMC?

2.3 Détermination de l'existence d'une subvention

a) Observations

La loi de la Barbade relative aux mesures compensatoires ne comporte pas les critères de spécificité prévus à l'article 2 de l'Accord SMC.

b) Questions

De tels critères de spécificité sont-ils établis par la loi de la Barbade ou pris en compte pour la détermination de l'existence de subventions, comme le prévoit l'article 2 de l'Accord SMC?